Stratégie d'égalité entre les femmes et les hommes : peu de moyens concrets !

MONTRÉAL, le 29 juin 2017 – Les membres du G13, une table de concertation de plus de 20 groupes et regroupements provinciaux féministes œuvrant pour les droits et l'égalité de toutes les femmes, réservent un accueil plutôt mitigé à la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes dévoilée aujourd'hui par la ministre responsable de la Condition féminine, Mme Lise Thériault. En effet, l'approche de financement par projets proposée dans la stratégie pour reconnaître et consolider l'expertise des groupes de femmes ne garantira pas leur pérennité à long terme. Depuis quelques années, nous sommes confrontés à une diminution du soutien du travail de recherche, de défense des droits et de promotion de l'égalité. De plus, le changement du financement des groupes autonomes de femmes a un impact sur les choix démocratiques et autonomes des organisations.

Avec les politiques de financement actuelles, on favorise davantage le changement des femmes ellesmêmes que le changement de la société. Selon, la ministre Rita de Santis, responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, « la femme doit assurer son propre bonheur ». Ainsi, l'augmentation de 10,000 \$ pour financer les tables régionales des groupes de femmes nous apparaît nettement insuffisante. Il faudra s'assurer que les nouvelles sommes profitent véritablement aux groupes sur le terrain qui, par leur approche globale, apportent un soutien direct aux femmes dans toutes les régions du Québec.

La stratégie cible des groupes de femmes en situation de vulnérabilité, comme les femmes immigrantes ou les femmes handicapées. Toutefois, nous déplorons le peu de mesures spécifiques à leur égard.

Nous tenons toutefois à saluer les principes directeurs qui visent à parvenir à une véritable égalité de fait, et ce dans toutes les sphères de la société. Malheureusement, nous demeurons préoccupées et déçues du peu de mesures qui visent les changements structurels.

Nous saluons la réintroduction des cours en matière d'éducation à la sexualité qui a été longuement revendiquée par les groupes de femmes.

En ce qui concerne la création d'un nouvel « indice québécois de l'égalité » complémentaire à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS), il ne doit pas se limiter à des données statistiques, mais tenir compte des impacts des programmes et des mesures sur les difficultés que rencontrent les femmes.

Les regroupements membres du Groupe des 13

- Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
- La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)
- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
- Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)
- Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF)
- Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)

- Femmes autochtones au Québec (FAQ)
- L'R des centres de femmes du Québec
- Réseau d'action des femmes handicapées (DAWN-RAFH) Canada
- Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ)
- Regroupement Naissance-Renaissance
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)
- Regroupement québécois des CALACS (centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel)
- Relais-femmes
- Réseau d'action pour la santé des femmes
- Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ) Quebec Lesbian Network
- Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec